
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 JUILLET 1922.

Proposition de loi

portant création d'un Office et d'un Fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Il entre dans les intentions du Gouvernement de codifier dans un régime général d'assurance contre les accidents de travail, la maladie, l'invalidité et la vieillesse les diverses mesures législatives votées ou mises à l'étude pour garantir les travailleurs contre les risques les plus graves de leur existence.

On peut, dès lors, se demander s'il est opportun de vouloir détacher de cet ensemble organique de lois d'assurance sociale celle qui s'impose pour alléger les souffrances matérielles et morales des plus infortunés parmi les pauvres : ceux que frappe une incapacité partielle ou totale de travail résultant d'infirmité congénitale, de graves accidents ou bien encore d'un dépérissement physique qui ne serait pas la conséquence directe du travail.

A notre avis, la réponse doit être affirmative. En premier lieu, parce que la réforme générale de notre régime d'assurances sociales risque, malgré l'évidente bonne volonté du législateur, d'être retardée alors que la détresse des malheureux pour lesquels nous réclamons aide et protection à la collectivité nationale est une chose poignante à laquelle il faut s'efforcer de mettre fin d'urgence.

Qu'on veuille bien ne pas oublier que si, en cette époque où l'organisation ouvrière est devenue si puissante, et où, sous l'impulsion de la démocratie, l'action des pouvoirs publics s'exerce de plus en plus en faveur des travailleurs, la catégorie de pauvres gens au sort duquel nous vous proposons de vous intéresser reste totalement en dehors de ce courant émancipateur.

Les mutilés, estropiés et invalides, encore qu'ils représentent, dans l'ensemble de la population, une proportion effroyable (voir tableau de chiffres

en annexe) (1), ne sauraient pas même s'ils en avaient le vouloir et l'énergie mettre en œuvre l'action des masses. D'une façon générale, ils n'ont pas non plus l'occasion de profiter des bienfaits du mouvement syndical et chose plus triste à dire encore, la plupart des associations professionnelles ayant adopté le système des bases multiples et ajouté des caisses de mutualité et de réassurance, à leurs autres organismes de solidarité, ne sont pas à même de les accueillir.

Serait-ce donc parce qu'ils ne peuvent faire entendre auprès de nous ni la voix du suffrage universel, ni celle d'un mouvement syndical puissant que le Parlement devrait rester indifférent à leurs souffrances imméritées ?

N'est-ce pas, au contraire, une raison pour que ce problème, placé au-dessus de nos luttes de parti et de classe, dans la sphère des plus généreuses préoccupations humaines, soit résolu dans cet esprit de fraternelle solidarité qui est le code de morale collective de tous les hommes de bonne volonté.

Sur quel principe autre que celui de l'assistance sociale pourrait-on édifier un régime légal de protection en cette matière ?

Dans le domaine des assurances sociales (accidents, invalidité prématurée, maladie, vieillesse) divers systèmes, diverses conceptions politiques sont en présence et se heurtent. Des divergences de vue se produisent au sujet de la nécessité et du quantum des cotisations du chef d'entreprise et de l'ouvrier, du mode de constitution des rentes, du pourcentage de l'indemnisation, de l'immunisation des ressources.

Dans le domaine spécial qui nous occupe, les problèmes sont moins complexes. La recherche des responsabilités individuelles est dérisoire. Ce qu'il faut incriminer, c'est, dans certains cas, la déchéance physique ou morale des ascendants de la victime, le cas fortuit de l'accident, mais, hélas, surtout et avant tout, la mauvaise organisation sociale qui a laissé dépérir des générations entières, en vouant les plus pauvres aux misères de la dénutrition, du manque d'hygiène et de soins, de logements insalubres.

La responsabilité sociale étant établie à l'évidence, un devoir d'équité autant qu'un sentiment de pitoyable commisération doivent par conséquent décider le législateur à provoquer une intervention efficace des pouvoirs publics pour alléger le poids de ces misères.

Il est difficile de faire place dans un vaste système d'assurances sociales, basé sur la triple prévoyance des travailleurs, des chefs d'entreprises et des institutions publiques, à un fonds destiné à subvenir aux besoins des mutilés, des estropiés, des *invalides de la paix*. Depuis que l'on s'est préoccupé du problème des retraites ouvrières, il a toujours été reconnu que l'aide immédiate devait être apportée aux vieillards indigents qui n'avaient eu ni les moyens ni le temps de faire effort personnel de prévoyance.

Combien plus juste et plus pressante encore apparaît cette raison lorsque l'on considère cette incapacité de faire effort de prévoyance dans le chef du

(1) Voir table I, chiffres de l'annexe.

mutilé, de l'estropié, qui peut, tout au plus, espérer lorsque ses forces et ses aptitudes le lui permettent, pouvoir accomplir un travail léger, de faible rendement.

Pourquoi faut-il, dès lors, condamner ces infortunés à vivre à la charge des leurs, souvent aussi pauvres qu'eux-mêmes ou bien encore de la charité privée ou publique ? Combien ne voit-on pas de ces pauvres déchetés d'humanité, animés par l'incompressible volonté de vivre, s'efforcer de gagner honnêtement quelque argent par le colportage et glisser tout de même, par l'apitoiement que provoque leur détresse physique, sur la pente de la mendicité. Et quoi de plus lamentable et de plus odieux que l'étalage des plaies, des infirmités qui ravagent le corps de ces pauvres réprouvés, étalage que certains n'hésitent pas à mettre en contraste avec le plaisir et le luxe des privilégiés du sort, afin de mieux spéculer sur la pitié et d'exploiter la souffrance de leurs semblables.

Il est des pays où ces spectacles de mendicité sont non seulement prohibés par la loi mais aussi par une sorte de pudeur nationale qui réprouve les appels dégradants à l'aumône, et ceci n'est pas l'indice d'une égoïste indifférence, d'une inhumaine dureté de cœur. On n'a pas caché le mal, on s'est efforcé de l'extirper, en remplissant à l'égard de ces innocentes victimes les devoirs de la solidarité nationale.

Est-ce sous la forme des secours accordés par la Bienfaisance publique que cette entre-aide secourable doit se manifester ? Assurément non. Outre que beaucoup d'infortunés éprouvent au regard de cette forme plus ou moins déguisée de l'aumône, une répugnance qui est un tressaut de très louable dignité, ces secours sont forcément insuffisants, distribués parfois au gré des préventions, des caprices et de l'arbitraire, n'arrivent souvent à entretenir la plaie plutôt que de la guérir.

Certes, la réforme de la Bienfaisance publique peut remédier considérablement à cet état des choses et ne pas faire dépendre uniquement les conditions d'assistance des mutilés et estropiés de la richesse plus ou moins grande des établissements charitables et de l'esprit large ou parcimonieux des administrations communales.

Mais il est douteux que cette intervention même si elle est augmentée, régularisée, arrive à sauver le mutilé de sa déchéance.

Citons, à cet égard, un exemple entre mille. Voici un père de famille atteint d'une infirmité incurable qui l'empêche de gagner la vie, comme celle de sa femme et de ses enfants.

Faute d'être protégé par une législation spéciale, il doit s'adresser au bureau de bienfaisance. Le secours qu'il y recevra n'étant pas en rapport avec ses besoins, il aura recours à la mendicité ; souvent aussi, il obligera ses enfants à tendre la main ! Quel déplorable exemple pour ces petiot aux quels l'appel à la charité apparaîtra comme une habitude toute naturelle et plus tard comme une profession. S'il arrive qu'on arrête ce mutilé mendiant pour l'interner dans un dépôt de mendicité, voilà la famille brisée, détruite, réduite tout entière à la plus noire misère. Et si, par hasard, les enfants échappent à cette dépression physique et morale, en

quel respect tiendront-ils ce chef de famille qui ne peut leur apprendre d'autre métier que celui d'implorer la charité des passants.

En tout état de cause donc, l'assistance aux estropiés et mutilés est non seulement un problème social, c'est aussi un problème moral. C'est encore un problème économique.

Depuis la guerre, nous avons vu naître et se développer, avec une infinie variété d'initiative et une merveilleuse force d'expansion, d'innombrables œuvres de protection de l'enfance.

Toutes, qu'il s'agisse de l'alimentation des mères-nourrices, de la consultation pour nourrissons, des œuvres de la Goutte de lait, de la nourriture de la première enfance, des cantines et réfectoires scolaires, des colonies de vacances, des écoles en plein air, de la rééducation des arriérés, de l'observation psychiatrique des écoliers, procèdent d'une double pensée : reconnaître le droit à l'existence de l'enfant, faire de lui par un développement physique et moral rationnel, une valeur sociale.

Déjà les résultats de cette intervention efficace, coordonnée et méthodique, se sont révélés après quelques années d'expérience : dans les communes où ces œuvres fonctionnent normalement, la mortalité infantile a fléchi considérablement. C'est tout bénéfice pour l'enfant d'abord, pour la race, pour le pays ensuite.

C'est à la lumière des mêmes principes que nous demandons aux pouvoirs publics aide et assistance pour les mutilés et estropiés.

Ils ont droit à l'existence. La Société a le devoir de mettre en valeur économique et sociale toutes les facultés et toutes les énergies que la fatalité n'a pas abolies chez eux.

Afin de réduire au minimum les charges résultant de la loi accordant une pension à nos invalides, le Gouvernement pourrait prévoir la création d'un office central pour la collation d'emploi aux estropiés et infirmes, avec obligation pour ceux-ci de s'y faire inscrire pour bénéficier de la pension afférente aux taux de leur invalidité. La loi stipulerait que, dès le jour où l'intéressé pourrait relativement gagner sa vie, la pension cesserait de lui être versée.

Du reste, nous pouvons prévoir, et avec fierté, qu'un grand nombre de nos invalides civils ne réclameront même pas le bénéfice de la loi, soit qu'ils appartiennent à une famille aisée, soit qu'ils aient pu se créer des ressources par l'exercice d'une profession libérale ou de toute autre façon.

Nous pensons d'un autre côté que le Gouvernement ferait œuvre sage en encourageant autant que possible les estropiés fréquentant des instituts de rééducation professionnelle. Et c'est pourquoi nous avons prévu dans notre projet la catégorie des jeunes gens de 15 à 18 ans et celle de 18 à 21 ans. L'allocation, en effet, permettrait au jeune invalide de se consacrer à l'apprentissage ou à l'étude d'une profession manuelle ou intellectuelle. Elle remplacerait en partie la perte résultant de l'apprentissage ; car, pour lui plus que pour le jeune homme valide, l'apprentissage d'une profession constitue un sacrifice pécuniaire dont l'importance ne doit pas être sous-évaluée.

(ANNEXE AU N° 398.)

(BIJLAGE VAN N° 398.)

PROPOSITION DE LOI

portant création d'un Office et d'un Fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés.

ARTICLE PREMIER.

Il est accordé aux invalides âgés de moins de 60 ans se trouvant dans le besoin et incapables, soit totalement, soit partiellement, de subvenir à leur existence, une allocation annuelle dans les conditions ci-après déterminées.

ART. 2.

Sont réputés invalides et peuvent prétendre au bénéfice de la présente loi les Belges résidant en Belgique dont l'invalidité présente le caractère de la permanence et dont le degré d'incapacité de travail constaté comme il est dit ci-après est supérieur à 30 p. c.

Les ressortissants des pays étrangers qui accordent des avantages équivalents à nos nationaux pourront également bénéficier de la dite allocation.

ART. 3.

La constatation du caractère de la permanence de l'invalidité ainsi que l'évaluation du degré d'incapacité de travail est prononcée et déterminée par le juge de paix du canton du domicile de l'invalidé.

ART. 4.

La demande d'allocation est

WETSVOORSTEL

tot instelling van een Dienst en van een Bijzonder Fonds voor gebrekkelijken en verminkten.

EERSTE ARTIKEL.

Eene jaarlijksche tegemoetkoming wordt onder de hierna bepaalde voorwaarden verleend aan de invaliden beneden den leeftijd van 60 jaar, die in nood verkeer en, hetzij geheel hetzij gedeeltelijk, onbekwaam zijn in hun levensonderhoud te voorzien.

ART. 2.

Als invaliden worden aangezien en hebben aanspraak op het voordeel dezer wet, de in België verblijvende Belgen, wier invaliditeit van bestendigen aard is en wier graad van arbeidsonbekwaamheid, vastgesteld zooals hierna wordt bepaald, 30 t. h. overschrijdt.

De onderdanen van vreemde landen, waar onze landgenooten gelijkwaardige voordeelen genieten, hebben insgelijks aanspraak op gezegde tegemoetkoming.

ART. 3.

De vrederechter van het kanton der woonplaats van den invalide stelt den bestendigen aard der invaliditeit vast en raamt tevens den graad der arbeidsonbekwaamheid.

ART. 4.

De aanvraag om tegemoetkoming

adressée au bourgmestre de la commune où le requérant a son domicile. Elle est établie au moyen de formules officielles par les soins de l'administration communale.

A cette fin, le requérant doit fournir tous les renseignements nécessaires.

Un accusé de réception attestant le dépôt de la demande lui est délivré.

ART. 5.

Endéans les quinze jours qui suivent le dépôt de la demande, le bourgmestre ou son délégué remplit les formalités requises pour la comparution volontaire devant le juge de paix à l'effet de voir et entendre statuer sur la constatation de l'invalidité, le caractère de la permanence de cette invalidité et le degré d'incapacité de travail qui en est la conséquence.

Cette comparution a lieu conformément à l'article 7 du Code de procédure civile, art. 1^{er}, liv. 1^{er}, tit. 1^{er}. Le bourgmestre ou son délégué représente l'État.

La décision du juge est rendue endéans les deux mois à dater de la comparution.

ART. 6.

Endéans les quinze jours qui suivent la décision du juge, le bourgmestre ou son délégué transmet celle-ci accompagnée de la demande du requérant au contrôleur des contributions du ressort.

wordt gezonden aan den burgemeester der gemeente waar de aanzoeker zijne woonplaats heeft. Zij wordt door het toedoen van het gemeentebestuur opgemaakt door middel van ambtelijke formulieren.

Daartoe moet de aanzoeker al de noodige inlichtingen verstrekken.

Tot vaststelling van het indienen der aanvraag wordt hem een ontvangstbewijs afgeleverd.

ART. 5.

Binnen vijftien dagen na het indienen der aanvraag vervult de burgemeester of zijn afgevaardigde de vereischte formaliteiten om den invalide vrijwillig voor den vrederechter te doen verschijnen ten einde te zien en te hooren uitspraak doen over de vaststelling der invaliditeit, over den aard der bestendigen aard daarvan en over den graad der daaruit voortvloeiende arbeidsonbekwaamheid.

Dit verschijnen geschiedt overeenkomstig artikel 7 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, 1^{ste} Deel, Boek I, Titel I. De Staat wordt vertegenwoordigd door den burgemeester of zijn afgevaardigde.

De rechter geeft zijne beslissing binnen twee maanden na den dag der verschijning.

ART. 6.

Binnen vijftien dagen na de beslissing van den rechter, maakt de burgemeester of zijn afgevaardigde deze aan den controleur der belastingen van het gebied over met de aanvraag van den aanzoeker.

ART. 7.

Dans les trente jours de la réception du dossier, le contrôleur des contributions ou son délégué vérifie les renseignements mentionnés à la demande. Il peut procéder à toutes les mesures d'instruction qu'il juge utile. Si le requérant réunit les conditions exigées par la présente loi, le contrôleur des contributions ou son délégué établit le total des ressources et, après défaction des charges et immunisations, fixe le montant de l'allocation à laquelle a droit l'invalidé.

Le contrôleur des contributions notifie la décision motivée à l'intéressé par lettre recommandée sur une formule officielle. Il transmet le dossier au Département de l'Industrie et du Travail (ou de la Justice).

ART. 8.

La personne à qui le bénéfice de l'allocation a été refusée, quelque soit le motif du rejet, peut introduire une nouvelle demande après une période d'une année suivant la dernière décision prise à son égard.

ART. 9.

La revision du degré d'incapacité de travail, fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité, peut être demandée, soit par l'invalidé, soit par le bourgmestre, après une période d'au moins une

ART. 7.

Binnen dertig dagen na het ontvangen van het dossier, gaat de controleur der belastingen of zijn afgevaardigde de juistheid der in de aanvraag vermelde inlichtingen na. Hij kan al de onderzoeksmaatregelen treffen, welke hij nuttig oordeelt. Voldoet de aanzoeker aan de bij deze wet gestelde vereischten, dan stelt de controleur der belastingen of zijn afgevaardigde het geheel bedrag der inkomsten vast en, na aftrek van de lasten en de vrijgestelde sommen, bepaalt hij het beloop van de toegemoetkoming, waarop de invalide recht heeft.

De met redenen omkleede beslissing wordt door den controleur der belastingen, op eene ambtelijke formule en bij aangeteekenden brief, aan den belanghebbende betee kend. De controleur maakt het dossier aan het Departement van Nijverheid en Arbeid (of van Justitie) over.

ART. 8.

Degene, aan wien de tegemoetkoming werd geweigerd, kan, op welke reden ook de weigering is gegrond, een nieuwe aanvraag indienen na een tijdsverloop van één jaar volgende op de jongste, tegen hem genomen beslissing.

ART. 9.

Na een tijdsverloop van ten minste één jaar, te rekenen van den datum der jongste beslissing van den rechter, kan, hetzij door den invalide, hetzij door den burgemeester, de herziening van den graad van ar-

année, à dater de la dernière décision du juge.

Elle a lieu comme il est dit à l'article 4.

La revision du taux de l'allocation, fondée sur une diminution ou une augmentation des ressources du bénéficiaire, peut être demandée en tout temps, soit par l'invalidé, soit par le bourgmestre ou le contrôleur des contributions.

ART. 10.

L'allocation est annuelle, payable par quart et par trimestre, à partir du 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet ou 1^{er} octobre qui suit l'introduction de la demande.

ART. 11.

La majoration ou la minorisation de l'allocation commence à courir à partir du paiement trimestriel suivant :

a) la décision du juge s'il s'agit d'une revision du degré d'invalidité ;

b) la décision du contrôleur des contributions, s'il s'agit d'une revision du taux de l'allocation annuelle.

ART. 12.

En vue d'établir le maximum du montant de l'allocation annuelle, les bénéficiaires sont répartis en six catégories, s'avoir :

1^{re} catégorie : les jeunes gens de 14 à 18 ans ;

beidsonbekwaamheid worden aangevraagd op grond eener verzwaaring of eener vermindering der gebrekkelijkheid.

De herziening geschiedt zooals in artikel 4 is bepaald.

Te allen tijde kan, hetzij door den invalide, hetzij door den burgemeester of door den controleur der belastingen, de herziening van het bedrag der tegemoetkoming worden aangevraagd op grond van eene vermindering of eene vermeerdering der inkomsten van den verkrijger.

ART. 10.

De tegemoetkoming wordt jaarlijks bij vierden en per trimester uitbetaald vanaf den 1^{ste} Januari, den 1^{ste} April, den 1^{ste} Juli of den 1^{ste} October na het indienen der aanvraag.

ART. 11.

De verhooging of de vermindering der tegemoetkoming neemt een aanvang vanaf de trimestricele betaling volgende op :

a) de beslissing van den rechter, indien het eene herziening van den invaliditeitsgraad betreft ;

b) de beslissing van den controleur der belastingen, indien het eene herziening van het bedrag der jaarlijksche tegemoetkoming betreft.

ART. 12.

Tot vaststelling van het maximumbedrag der jaarlijksche tegemoetkoming, worden de verkrijgers in zes categorieën ingedeeld, namelijk :

1^o categorie : de jonge lieden van 14 tot 18 jaar ;

2^e catégorie : les jeunes gens de 18 à 21 ans;

3^e catégorie : les célibataires âgés de plus de 21 ans ou veufs sans personnes à charge;

4^e catégorie : les mariés ou veufs avec 2 personnes à charge ou moins;

5^e catégorie : les mariés ou veufs avec 3 à 5 personnes à charge;

6^e catégorie : les mariés ou veufs avec plus de 5 personnes à charge;

ART. 13.

Le maximum du montant de l'allocation annuelle est fixé comme suit :

- 1^{re} catégorie :
730 francs (2 francs par jour).
- 2^e catégorie :
1,095 francs (3 francs par jour).
- 3^e catégorie :
1,460 francs (4 francs par jour).
- 4^e catégorie :
1,825 francs (5 francs par jour).
- 5^e catégorie :
2,190 francs (6 francs par jour).
- 6^e catégorie :
2,555 francs (7 francs par jour).

ART. 14.

Si l'invalidé dispose de certaines ressources, la quotité maximum de l'allocation est diminuée du montant de ses ressources suivant un barème par tranches établi comme suit et sauf ce qui est dit à l'article suivant :

2^e categorie : de jonge lieden van 18 tot 21 jaar ;

3^e categorie : de ongehuwden van meer dan 21 jaar of de weduwnaars die niemand te hunnen laste hebben ;

4^e categorie : de gehuwden of weduwnaars die 2 personen of minder dan 2 personen te hunnen laste hebben ;

5^e categorie : de gehuwden of weduwnaars die 3 tot 5 personen te hunnen laste hebben ;

6^e categorie : de gehuwden of weduwnaars die meer dan 5 personen te hunnen laste hebben.

ART. 13.

Het maximum-bedrag der jaarlijksche tegemoetkoming wordt bepaald als volgt :

- 1^{re} categorie :
730 frank (2 frank per dag);
- 2^e categorie :
1,095 frank (3 frank per dag);
- 3^e categorie :
1,460 frank (4 frank per dag);
- 4^e categorie :
1,825 frank (5 frank per dag);
- 5^e categorie :
2,190 frank (6 frank per dag);
- 6^e categorie :
2,555 frank (7 frank per dag).

ART. 14.

Beschikt de invalide over zekere inkomsten, dan wordt het maximum-bedrag der tegemoetkoming verminderd met het bedrag zijner inkomsten naar onderstaanden rooster per reeksen vastgesteld en behoudens het bepaalde in het volgende artikel :

Première catégorie.

Ressources de l'invalidé.	Montant de l'allocation.
Plus de 730 francs	0 francs.
585 à 730 »	150 »
440 à 585 »	295 »
295 à 440 »	440 »
150 à 295 »	585 »
Moins de 150 »	730 »

2^e catégorie.

Plus de 1,095 francs	0 francs.
915 à 1,095 »	195 »
735 à 915 »	375 »
585 à 735 »	585 »
375 à 585 »	735 »
195 à 375 »	915 »
Moins de 195 »	1,095 »

3^e catégorie.

Plus de 1,460 francs	0 francs.
1,260 à 1,460 »	260 »
1,060 à 1,260 »	460 »
860 à 1,060 »	660 »
660 à 860 »	860 »
460 à 660 »	1,060 »
260 à 460 »	1,260 »
Moins de 260 »	1,460 »

4^e catégorie.

Plus de 1,825 francs	0 francs.
1,600 à 1,825 »	250 »
1,375 à 1,600 »	475 »
1,150 à 1,375 »	700 »
925 à 1,150 »	925 »
700 à 925 »	1,150 »
475 à 700 »	1,375 »
250 à 475 »	1,600 »
Moins de 250 »	1,825 »

5^e catégorie.

Plus de 2,190 francs	0 francs.
1,950 à 2,190 »	270 »
1,710 à 1,950 »	510 »
1,470 à 1,710 »	750 »

Eerste categorie.

Inkomsten van den invalidé :	Bedrag der tegenmoetkoming :
Meer dan 730 frank	0 frank.
585 tot 730 »	150 »
440 tot 585 »	295 »
295 tot 440 »	440 »
150 tot 295 »	585 »
Minder dan 150 »	730 »

2^e categorie :

Meer dan 1,095 frank	0 frank.
915 tot 1,095 »	195 »
735 tot 915 »	375 »
585 tot 735 »	585 »
375 tot 585 »	735 »
195 tot 375 »	915 »
Minder dan 195 »	1,095 »

3^e categorie.

Meer dan 1,460 frank	0 frank.
1,260 tot 1,460 »	260 »
1,060 tot 1,260 »	460 »
860 tot 1,060 »	660 »
660 tot 860 »	860 »
460 tot 660 »	1,060 »
260 tot 460 »	1,260 »
Minder dan 260 »	1,460 »

4^e categorie.

Meer dan 1,825 frank	0 frank.
1,600 tot 1,825 »	250 »
1,375 tot 1,600 »	475 »
1,150 tot 1,375 »	700 »
925 tot 1,150 »	925 »
700 tot 925 »	1,150 »
475 tot 700 »	1,375 »
250 tot 475 »	1,600 »
Minder dan 250 »	1,825 »

5^e categorie.

Meer dan 2,190 frank	0 frank.
1,950 tot 2,190 »	270 »
1,710 tot 1,950 »	510 »
1,470 tot 1,710 »	750 »

1,230 à 1,470	»	990	»
990 à 1,230	»	1,230	»
750 à 990	»	1,470	»
510 à 750	»	1,710	»
270 à 510	»	1,950	»
Moins de 270	»	2,190	»

6^e catégorie.

Plus de 2,555 francs	0 francs.
2,300 à 2,555	» 260 »
2,045 à 2,300	» 515 »
1,790 à 2,045	» 770 »
1,535 à 1,790	» 1,025 »
1,280 à 1,535	» 1,280 »
1,025 à 1,280	» 1,535 »
770 à 1,025	» 1,790 »
515 à 770	» 2,045 »
260 à 515	» 2,300 »
Moins de 260	» 2,555 »

ART. 15.

Un arrêté royal déterminera les règles à suivre pour l'évaluation des ressources de l'invalidé.

Toutefois, il ne pourra être pris en considération un salaire inférieur à celui hypothétiquement déterminé eu égard au degré d'incapacité de travail fixé par le juge, à l'âge et aux aptitudes de l'invalidé.

En outre, il y aura lieu d'immuniser :

1° à concurrence de 50 p. c. le salaire de l'invalidé et celui de son conjoint, ainsi que les pensions alimentaires, les rentes ou allocations perçues en application de la loi du 24 décembre 1903 sur les accidents du travail ;

2° à concurrence de 360 francs, les pensions de retraite et autres ressources provenant de l'effort personnel d'épargne et de prévoyance de l'invalidé.

1,230 tot 1,470	»	990	»
990 tot 1,230	»	1,230	»
750 tot 990	»	1,470	»
510 tot 750	»	1,710	»
270 tot 510	»	1,950	»
Minder dan 270	»	2,190	»

6^e categorie.

Meer dan 2,555 frank	0 frank.
2,300 tot 2,555	» 260 »
2,045 tot 2,300	» 515 »
1,790 tot 2,045	» 770 »
1,535 tot 1,790	» 1,025 »
1,280 tot 1,535	» 1,280 »
1,025 tot 1,280	» 1,535 »
770 tot 1,025	» 1,790 »
515 tot 770	» 2,045 »
260 tot 515	» 2,300 »
Minder dan 260	» 2,555 »

ART. 15.

De regelen tot raming der inkomsten van den invalide worden bij Koninklijk besluit bepaald.

Kan echter niet in aanmerking worden genomen een loon dat lager is dan het loon, onderstellenderwijze bepaald met inachtneming van den door den rechter bepaalden graad van arbeidsonbekwaamheid, van den leeftijd en van de bevoegdheden van den invalide.

Daarenboven dienen niet in aanmerking te worden genomen :

1° Ten beloope van 50 t. h., het loon van den invalide en dat van zijn echtgenoot, alsmede de jaargelden tot onderhoud, de renten of de tegemoetkomingen ontvangen bij toepassing der wet van 24 December 1903 op de arbeidsongevallen ;

2° Ten beloope van 360 frank, de pensioenen en andere inkomsten, vruchten van spaarzaamheid en voorzorg van den invalide.

ART. 16.

Ne peut prétendre à l'allocation :

1° la personne qui, après avoir contracté son infirmité, a diminué au profit d'autrui, ses moyens de subsistance, dans une telle mesure qu'elle s'est par-là même ouvert le droit à l'allocation ;

2° la personne dont l'infirmité a été réparée en vertu du droit commun.

ART. 17.

Le bénéfice de la présente loi ne peut être cumulé avec celui de la loi du 20 août 1920 sur les pensions de vieillesse.

L'allocation cesse d'être due lorsque le bénéficiaire a atteint sa 65^e année.

ART. 18.

Le fonds constitué pour la liquidation des allocations sera alimenté à concurrence de $\frac{5}{8}$ par l'État, de $\frac{2}{8}$ par les communes et de $\frac{1}{8}$ par les provinces, ces deux interventions se faisant d'après les règles établies par la loi du 20 août 1920 sur les pensions de vieillesse.

ART. 19.

Son exempts du timbre et du droit de greffe tous les actes volontaires et de juridiction gracieuse relatifs à l'exécution de la présente loi.

ART. 20.

Les honoraires d'experts sont établis par arrêté royal.

ART. 16.

Heeft geen aanspraak op de tegemoetkoming :

1° hij die, na zijn lichaamsgebrek te hebben opgedaan, zijne bestaansmiddelen zoodanig heeft verminderd ten bate van een ander, dat hij alzoo recht op tegemoetkoming bekomt ;

2° hij die wegens zijn lichaamsgebrek krachtens het gemeene recht werd schadeloosgesteld.

ART. 17.

Het voordeel dezer wet kan niet genoten worden tegelijk met dat der wet van 20 Augustus 1920 op de ouderdomspensioenen.

De tegemoetkoming is niet meer verschuldigd wanneer de verkrijger 65 jaar heeft bereikt.

ART. 18.

Het fonds, opgericht tot uitbetaling van de tegemoetkomingen, wordt in stand gehouden ten beloope van $\frac{5}{8}$ door den Staat, van $\frac{2}{8}$ door de gemeenten en van $\frac{1}{8}$ door de provinciën. Deze laatste twee bijdragen worden gestort naar de regelen bepaald bij de wet van 20 Augustus 1920 op de ouderdomspensioenen.

ART. 19.

Al de vrijwillige akten en al de akten der genadige rechtsmacht betreffende de uitvoering dezer wet zijn vrij van zegel en van griffierechten.

ART. 20.

De honoraria van deskundigen worden bij Koninklijk besluit vastgesteld.

ART. 21.

Les dépenses nécessaires au paiement des allocations prévues par la présente loi, sont à charge de l'État pour 4/8, de la province pour 2/8 et des communes pour 2/8.

ART. 22.

La liquidation des allocations s'effectuera par le Département de l'Industrie et du Travail (ou celui de la Justice). La part des provinces et des communes sera récupérée sur la partie des impôts qui leur sont attribués par l'État.

ART. 23.

L'allocation accordée en vertu de la présente loi est incessible et insaisissable, si ce n'est au profit des établissements publics et privés hospitaliers pour le paiement de l'entretien des bénéficiaires admis à l'hospitalisation.

ART. 24.

Un arrêté royal réglera les mesures d'application non prévues par la loi.

ART. 21.

De vereischte uitgaven tot uitbetaling der bij deze wet voorziene tegemoetkomingen zijn ten laste van den Staat voor 4/8, van de provinciën voor 2/8 en van de gemeenten voor 2/8.

ART. 22.

De tegemoetkomingen worden uitbetaald door het Departement van Nijverheid en Arbeid (of door dat van Justitie). Het aandeel der provinciën en der gemeenten wordt afgehouden van hun aandeel in de hun door den Staat toegekende belastingen.

ART. 23.

De krachtens deze wet toegekende tegemoetkoming is onafstaanbaar en onaantastbaar, tenzij ten behoeve van de openbare en private verplegingsgestichten voor de betaling van de onderhoudskosten der in deze gestichten verpleegde verkrijgers.

ART. 24.

De bij deze wet niet voorziene maatregelen van toepassing worden bij Koninklijk besluit bepaald.

Frans FISCHER.



Il est certain qu'en aidant le jeune invalide à se rendre utile à la société, on atteint un double but :

1° Lui donner la possibilité de se créer des ressources par un travail. Il y a déjà avantage matériel et moral sur lequel il n'est plus besoin d'insister, mais par là également, on développe chez le jeune invalide sa volonté; il acquiert de l'énergie pour en arriver à gagner sa vie par ses propres moyens, donc :

2° Diminuer les charges des Pouvoirs publics.

Mais il est certain qu'un grand nombre d'estropiés, les plus gravement atteints, ne pourront jamais subvenir à tous leurs besoins et ne pourront même pas être placés dans un milieu économique normal. Pour ceux-là, il faudrait songer à créer des ateliers de production, spécialement aménagés et où, grâce à une division du travail bien ordonnée, il y a parfaitement moyen en munissant au besoin notre ouvrier d'appareils de prothèse, d'arriver à un résultat très appréciable.

Il est certain, en effet, que le Gouvernement aussi large qu'il puisse et doive se montrer, n'accordera jamais aux estropiés et *mutilés* une pension suffisante pour vivre. Mais nos malheureux invalides pourront tout de même se créer un supplément de ressources qui leur fera une vie plus *exempte* de soucis matériels. L'État pourrait même faire appel dans le but de la création d'une coopérative pour estropiés, à tous nos citoyens, par voie de souscription nationale.

La Nation tout entière doit comprendre qu'elle a un devoir sacré à remplir envers toutes ces misérables épaves de la vie que sont nos invalides civils et dont on évalue le nombre à 50,000 en Belgique. N'est-ce pas en coopérant au bien-être général que tant d'humbles se sont fait broyer un membre ou mutiler le corps ? Après qu'ils ont atrocement souffert sur un lit d'hôpital, il serait inhumain de les abandonner à leur triste sort lorsqu'ils auront perdu en tout ou en partie leur force de travail.

La victime d'un banal accident de rue est soignée avec commisération et, il est bon de le constater à l'honneur du Corps médical et de nos Pouvoirs publics, on ne recule généralement devant aucun sacrifice pour hâter la guérison de ces accidentés. Pourquoi, une fois rétabli, laisser notre amputé aux prises avec les difficultés de l'existence, qui doivent fatalement le conduire à avoir recours à toutes sortes d'expédients pour y faire face. Parmi nos diverses catégories d'invalides, il en est une plus sacrifiée encore. C'est la cohorte des congénitaux, pour qui le monde est une véritable vallée de larmes. Ils viennent au monde avec tout le poids des tares héréditaires de l'alcoolisme, de la tuberculose, la syphilis, contre lesquelles la Société n'a pas su prémunir leurs ascendants. Adoucissons le misérable sort de ces infirmes de naissance, dans la mesure du possible. C'est une dette sacrée, une mesure de réparation sociale à laquelle, nous en avons la conviction, le Parlement ne faillira pas.

On fera peut-être observer que le Gouvernement a déjà voté la loi concernant l'extension du fonds commun aux infirmes et estropiés. C'est vrai. Mais sans vouloir en rien préjuger de ce qu'elle donnera, on peut constater, dès à présent, qu'une infime minorité de nos invalides pourront en bénéficier ;

on ne peut songer à l'étendre à tous, notamment à ceux ne fréquentant pas les écoles d'apprentissage, car cela amènerait toutes sortes de difficultés au point de vue du contrôle administratif.

Toutefois, et afin d'éviter tout double emploi, il faudra prévoir que tout estropié placé dans un Institut de rééducation, tombant à charge du fonds commun, ne bénéficiera de la pension d'invalidité que dans les limites prescrites par la loi. Ces limites devront être assez larges, afin d'encourager le plus possible nos jeunes invalides à s'exercer, avec le plus de chance de succès, à lutter pour vaincre les multiples difficultés qui surgiront dans leur vie.

Il faut encore une loi spéciale parce que nos mutilés et estropiés dont l'incapacité est telle qu'ils ne pourront jamais se réadapter doivent aussi être soutenus efficacement. Ils sont, du reste, parfois trop vieux pour se remettre à l'apprentissage d'un métier. Même parmi nos infirmes congénitaux, combien ne pourront jamais bénéficier des avantages d'un fonds commun quelconque, parce que la gravité ou la nature même de leur infirmité s'opposent à l'apprentissage et à plus forte raison à l'exercice d'un métier manuel ou intellectuel. Pourtant, ils doivent vivre aussi et leurs besoins sont encore plus grands que ceux des autres. Il est profondément injuste de laisser toute la charge et l'entretien de ces souffreteux à leurs parents qui, le plus souvent, se trouvent eux-mêmes dans le besoin.

Le sacrifice que nous demandons aux pouvoirs publics est considérable si l'on tient compte de la situation précaire de nos finances nationales.

Mais il y a lieu d'observer qu'il ira en s'atténuant progressivement à mesure que la prophylaxie sociale de l'alcoolisme, de la tuberculose, des affections vénériennes et des maladies professionnelles, d'une part, la rééducation professionnelle des estropiés et des mutilés, d'autre part, et enfin l'admirable effort pour la protection de la première enfance, réduiront les contingents de cette armée de déshérités.

Il s'agit, en somme, de liquider un formidable arriéré d'imprévoyance et d'indifférence.

D'autre part, les interventions des communes dans le fonds des estropiés et des mutilés se trouveront largement compensées par la réduction des frais de secours et d'hospitalisation accordés aux indigents invalides par le Bureau de Bienfaisance.

Enfin, la réadaptation sociale d'un nombre considérable de ces infortunés augmentera le patrimoine de travail, d'énergie matérielle et morale de la Nation.

Toutes ces considérations nous permettent d'espérer que la Chambre voudra, dans un temps très rapproché, aborder l'étude de ce problème angoissant et se rallier aux propositions concrètes que nous avons l'honneur de lui soumettre.

F. FISCHER.



ANNEXE.

Une étude faite par M. Jean Lombaerts, secrétaire social de la Fédération bruxelloise du Parti Ouvrier, établit que, en Belgique, sur 1,000 personnes on trouve :

- 1 aveugle ;
 - 1 sourd-muet ;
 - 12 tuberculeux ;
 - 20 arriérés au point de vue mental ;
 - 75 syphilitiques ;
 - 10 infirmes.
- Au total 122 invalides, soit 1 sur 8.

Pour les cinq première catégories il a été créé des œuvres, des instituts et des dispensaires.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 JULI 1922.

Wetsvoorstel

tot instelling van een Dienst en van een Bijzonder Fonds voor gebrekkelijken en verminkten.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Regeering stelt zich voor, de onderscheidene wetgevende maatregelen die werden aangenomen of ter studie gelegd om de arbeiders tegen de ergste gevaren van hun bestaan te verzekeren, samen te ordenen tot een algemeene regeling van verzekering tegen de arbeidsongevallen, de ziekte, de invaliditeit en den ouderdom.

Dienvolgens kan men zich afvragen of het gepast is uit dit verband van organieke wetten van sociale verzekering die wet te schakelen, welke zich voor doel geeft de stoffelijke en zedelijke werén der armsten onder de armen te lenigen : zij die getroffen zijn door een gedeeltelijke of geheele arbeids-onbekwaamheid voortvloeiende uit een erfelijke gebrekkelijkheid, uit zware ongevallen of nog uit eene lichamelijke verzwakking die niet het rechtstreeksch gevolg van den arbeid zou zijn.

Onzes inziens, moet het antwoord bevestigend zijn. Eerstens, omdat de algemeene hervorming van ons regiem van sociale verzekeringen, ondanks den blijkbaren goeden wil van den wetgever, gevaar loopt achteruitgesteld te worden wanneer de ellende van de ongelukkigen, voor dewelke wij hulp en bijstand vragen aan 's Lands gemeenschap, een aangrijpend iets is, waaraan spoedig een eind moet worden gesteld.

Men vergeete niet dat zoo, op dit tijdstip dat de arbeidersinrichting zoo machtig is geworden, en dat, onder de drukking der democratie, de werking der openbare machten zich meer en meer doet gevoelen ten bate van de arbeiders, de categorie der arme lieden, in wier lot wij u voorstellen belangstelling te toonen, geheel buiten deze ontvoogdingsstrooming blijft.

De gebrekkelijken, de verminkten en invaliden, — hoewel zij nog, in de

massa der bevolking, eene verschrikkelijke verhouding uitmaken (1), — zouden de werking der massa's niet kunnen doen gelden, zelfs indien zij daartoe den wil en de wilskracht bezaten. In 't algemeen, hebben zij evenmin de gelegenheid om de weldaden te genieten van de syndicale beweging en, nog droeviger, zijn de meeste vakverenigingen, die het stelsel der menigvuldige grondslagen hebben aangenomen en, bij hunne andere solidariteitsinrichtingen, mutualiteits- en hervverzekeringskassen hebben gevoegd, niet in staat ze te ontvangen.

Zou dit komen, omdat zij bij ons noch de stem van het algemeen kiesrecht, noch die van een machtige syndicale beweging kunnen doen hooren, dat het Parlement zou moeten onverschillig blijven tegenover hun onverdiend lijden?

Is het, daarentegen, niet een reden opdat dit vraagpunt, dat boven onze partij- en klassenstrijden verheven is binnen den kring der edelste mensche-lijke betrachtingen, zou opgelost worden in dien geest van broederlijke solidariteit die het wetboek is der gemeenschappelijke zedenleer van al de menschen die van goeden wil zijn.

Op welk ander principieel dan dat van den Maatschappelijken Onderstand zou men een wettelijk stelsel van bescherming dienaangaande kunnen vestigen?

In het domein der maatschappelijke verzekeringen (ongevallen; voorbarige invaliditeit, ziekte, ouderdom) staan onderscheidene stelsels, onderscheidene politieke opvattingen dwars tegenover elkaar. Meeningverschillen doen zich voor, aangaande de noodzakelijkheid en het beloop der bijdragen van het hoofd der onderneming en van den arbeider, van de wijze waarop de renten gevestigd worden, van het procent der vergoeding, van de bevoorrechting der inkomsten.

In het bijzonder domein dat ons bezig houdt, zijn de vraagpunten minder ingewikkeld. De opsporing der individueele verantwoordelijkheden is zeer zwak. Te laken valt, in sommige gevallen, het lichamelijk of zedelijk verval der opgaande bloedverwanten van het slachtoffer, de toevalligheid van het ongeval, doch eilaas! vóór al en inzonderheid, de slechte sociale inrichting welke geheele geslachten heeft laten verkwijnen, met de armsten aan de ellenden van de ondervoeding, van het gebrek aan hygiëne en verzorging, van ongezonde woningen over te leveren.

De sociale verantwoordelijkheid klaarblijkend vastgesteld zijnde, moeten dus een plicht van rechtvaardigheid zoozeer als een gevoelen van deelnemende deernis den wetgever er toe doen besluiten een doelmatige tusschenkomst uit te lokken vanwege de openbare machten om den druk dier ellenden te verzachten.

Het is moeilijk, in een uitgebreid stelsel van sociale verzekeringen steunende op de drievoudige voorzorg der arbeiders, der ondernemingshoofden en der openbare instellingen, plaats te maken voor een fonds om tegemoet te

(1) Zie tabel I, cijfers der bijlage.

komen in de noodwendigheden der gebrekkelijken, der verminkten en der invaliden van vreedetijd. Sinds men zich bezighoudt met het problema der werkliedenpensioenen, werd steeds toegegeven dat de dadelijke hulp moest verzekerd worden aan de behoeftige ouderlingen die noch de middelen noch den tijd hadden gehad om persoonlijk voorzorgsmaatregelen te treffen.

Deze reden geldt nog veel meer en dringt zich nog meer op, wanneer men deze onbekwaamheid van voorzorgsmaatregelen te nemen beschouwt in den persoon van den gebrekkelijken, den verminkte die, hoop en al, er kan aan denken een lichten arbeid van zwakke opbrengst te verrichten wanneer zijne krachten en zijne geschiktheid het hem zullen mogelijk maken.

Waarom wil men dan deze ongelukkigen veroordeelen te leven ten laste van hun gezin, vaak even arm, of van de openbare of private liefdadigheid? Hoe velen van deze arme verworpingen ziet men niet, gedreven door een onbedwingbaren wil toch te kunnen leven, hun best doen om op eerlijke wijze eenig geld te verdienen door te leuren, en zoo langzaam in bedelarij vervallen, door het medelijden dat hun lichamelijke ellende opwekt. En wat is er treuriger en afstootender dan het uitstellen van de wonden en de gebreken die het lichaam dier rampzaligen verknagen, uitstalling die sommigen niet aarzelen te stellen tegenover het plezier en de weelde der bevoorrechten van het lot, om beter op het medelijden te kunnen werken en het lijden te kunnen uitbuiten.

Er zijn landen waar deze tooneelen van de bedelarij niet alleen door de wet verboden zijn, maar ook door een zeker nationaal schaamtegevoel, dat het vernederend vragen om aalmoezen afkeurt. En dat is geen teeken van zelfzuchtige onverschilligheid, van onmenschelijke harteloosheid. Men heeft getracht het uit te roeien met tegenover deze onschuldige slachtoffers de plichten der nationale samenhoorigheid te vervullen.

Is het onder den vorm van den onderstand door de Openbare Liefdadigheid verleend dat deze hulpverlening moet geschieden? Voorzeker niet. Behalve dat vele ongelukkigen tegen dezen vorm van min of meer bemande aalmoezen een afkeer voelen die is als het ontwaken van hun waardigheid, bereiken vaak deze bedelingen, noodzakelijkerwijs ontoerikend, soms met vooringenomenheid, willekeurig of lichtvaardig gedaan, niets anders dan dat zij de wonde openhouden in plaats van ze te genezen.

Voorzeker kan de Openbare Weldadigheid op aanzienlijke wijze dien toestand verhelpen en de voorwaarden tot onderstand aan de verminkten en gebrekkelijken niet enkel doen afhangen van den min of meer grooten rijkdom der weldadigheidsinrichtingen, en van den ruimen of spaarzamen geest der gemeentebesturen.

Maar het is twijfelachtig of deze tussenkomst, zelfs wanneer zij verruimd en geregeld is, er toe komen zal om den verminkte uit zijn ellende te redden.

Een voorbeeld onder duizend. Ik onderstel een familievader, getroffen door een ongenesbare kwaal die hem belet voor zich zelf, voor vrouw en kinderen den kost te verdienen. Hij kan niet steunen op eene sociale wet-

geving, en moet zich wenden tot het Weldadigheidsbureel. Daar hij met de ontvangen hulp in zijne behoeften niet kan voorzien, begint hij te bedelen; dikwijls ook zal hij zijn kinderen verplichten de hand uit te steken. Welk een treurig voorbeeld voor deze kleinen, voor wie aldra het bedelen eene natuurlijke gewoonte, en later een stiel zal worden. Gebeurt het dat men den verminkten bedelaar aanhoudt om hem op te sluiten in een bedelaarsgesticht, dan is het gezin gebroken, vernietigd, heel en al tot de zwartste armoede gedoemd. En wanneer toevallig de kinderen aan dezen lichamelijken en zedelijken ondergang ontsnappen, wat eerbied zullen zij dan hebben voor den vader die hun geen ander vak kan leeren dan het inroepen der liefdadigheid van de voorbijgangers.

Wat er van zij, de onderstand aan de verminkten en gebrekkelijken is niet enkel een sociaal vraagstuk, het is ook een zedelijk vraagstuk. Het is bovendien eene economische quaëstie.

Sedert den oorlog hebben wij een oneindig getal werken tot bescherming der kindsheid zien opkomen en bloeien, uitgaande van de meest verscheiden ondernemingen, en die alle eene verrassende uitbreiding kregen.

Alle, hetzij het geldt de voeding der zogende moeders, de raadpleging voor zuigelingen, werken voor de kindermelk, het eerste kindervoedsel, schoolkantiens en schooleetzaal, verloskolonies, openluchtscholen, de heropvoeding der verachte kinderen, het psychiatrisch onderzoek van de schoolkinderen, gaan uit van het tweevoudig doel: het bestaansrecht van het kind erkennen, er eene sociale waarde van maken door eene redematige lichamelijke en zedelijke opvoeding.

De uitslagen van deze doelmatige, samenhangende en methodische ondersteuning zijn merkbaar na enkele jaren ondervinding: in de gemeenten waar deze instellingen normaal werken is de kindersterfte beduidend afgenomen. Het is al aanwinst, voor het kind in de eerste plaats, voor het ras, voor het land daarna.

In het licht van dezelfde beginselen, vragen wij van de openbare machten hulp en bijstand voor de verminkten en gebrekkelijken.

Zij hebben recht op bestaan. De Maatschappij heeft tot plicht al de vermogens en al de krachten die het noodlot hun gelaten heeft tot hunne volle economische en sociale waarde te brengen.

Ten einde de lasten voortvloeiende uit de wet tot het verleenen van een pensioen aan onze invaliden tot op het minimum te brengen, zou de Regeering de instelling kunnen voorzien van een centralen dienst voor het bezorgen van een betrekking aan de gebrekkelijken en aan de verminkten, met verplichting voor dezen zich daarbij te doen inschrijven ten einde het pensioen te genieten dat aan den graad van hunne invaliditeit is gehecht. De wet zou bepalen dat, vanaf den dag waarop de belanghebbende op betrekkelijke wijze zijn brood zou kunnen verdienen, het pensioen hem onttrokken wordt.

Overigens, wij kunnen voorzien en met fierheid voorzien, dat een groot aantal van onze burgerlijke invaliden zelfs niet het voordeel van de wet zullen inroepen hetzij dat zij tot eene gegoede familie behooren, hetzij dat zij

zich inkomsten konden bezorgen door het uitoefenen eener vrije betrekking of anderszins.

Wij meenen, van een andere zijde, dat de Regeering wijs zou handelen met zooveel mogelijk de verminkten aan te moedigen, die inrichtingen van beroepsopleiding bezoeken. Daarom hebben wij in ons voorstel de categorie van jongelieden van 15 tot 18 jaar en die van 18 tot 21 jaar voorzien. Inderdaad, de tegemoetkoming zou aan den jongen invalide toelaten zich te wijden aan het aanleeren of aan de studie van een handen- of geestesarbeid. Zij zou gedeeltelijk het verlies vergoeden uit de opleiding voortvloeiende; want, zoowel voor hem als voor den validen jongeling, vertegenwoordigt het aanleeren van een beroep een geldelijk verlies waarvan de belangrijkheid niet moet onderschat worden.

Het is zeker dat, wanneer men een jongen invalide helpt om zich dienstig te maken aan de maatschappij, men een dubbel doel bereikt :

1° Men geeft hem de mogelijkheid om zich door een arbeid inkomsten te bezorgen.

Reeds bestaat er een stoffelijk en zedelijk voordeel waarop niet meer hoeft aangedrongen te worden, doch ook daardoor ontwikkelt men bij den jongen invalide zijn wilskracht, zoodat hij er toe geraakt zijn brood door zijn eigen middelen te verdienen, dus :

2° Men vermindert de lasten van de Openbare machten.

Doch het is zeker dat een groot aantal der zwaarst getroffen verminkten nooit in al hunne levensbehoeften zullen kunnen voorzien en zelfs nooit in een normaal economisch midden zullen kunnen geplaatst worden. Voor dezen zou er moeten gezorgd worden bijzonder ingerichte voortbrengingswerkhuizen tot stand te brengen waar, dank zij een goed begrepen arbeidsverdeeling, er volkomen middel is om tot een zeer waardeerbaren uitslag te geraken, zelfs al moest men onzen werkmans daartoe van kunstledematen voorzien.

Het is inderdaad zeker dat de Regeering, hoe edelmoedig zij ook kan en moet zijn, nooit aan de gebrekkelijken en verminkten een om te leven toereikend pensioen zal verleenen. Doch onze ongelukkige invaliden zullen echter toch in staat zijn zich bij inkomsten te verschaffen welke hun leven, op stoffelijk gebied, min kommervol zullen maken. De Staat zou zelfs, met het doel om eene cooperatief voor verminkten tot stand te brengen, bij wijze eener nationale inschrijving, beroep kunnen doen op al onze medeburgers.

Geheel de Natie moet begrijpen dat zij een heiligen plicht te vervullen heeft jegens al deze levenswrakken welke onze burgerlijke invaliden zijn en wier aantal in België op 50,000 wordt geschat. Is het niet met tot het algemeen welzijn mede te werken, dat bij zooveel kleinen een lidmaat vermordeld of het lichaam verminkt werd? Nadat zij vreeselijk hebben geleden op een hospitaalbed, ware het onmenselijk ze aan hun droevig lot over te laten wanneer zij geheel of gedeeltelijk hun arbeidskracht verloren hebben.

Het slachtoffer van een gewoon straatongeval wordt met medelijden verzorgd en, — laat het ons vaststellen ter eere van het geneeskundig korps

en van onze openbare machten, — men deinst in 't algemeen voor geene offers terug om de genezing van deze slachtoffers te verhaasten. Waarom, eens dat hij hersteld is, onzen verminkte in strijd te laten met de moeilijkheden van het bestaan, welke hem onvermijdelijk er moeten toe brengen om tot alle hulpmiddelen zijn toevlucht te nemen om er in te verhelpen. Onder de verschillende categorieën van onze invaliden is er eene die nog meer beproefd wordt. Het is de sleep der invalidegeborenen voor wie de wereld een echt tranendal is. Zij komen ter wereld met al den last der erfelijke gebreken van alcoholisme, tuberculose, syphilis, tegen dewelke de Maatschappij hunne ouders niet heeft kunnen vrijwaren. Laten wij het ellendig lot van de gebrekkelijken-van-de-geboorte-af verzachten in de mate van het mogelijke. 't Is een heilige schuld, een plicht van sociaal herstel waaraan, wij hebben die overtuiging, het Parlement niet zal te kort komen.

Wellicht zal men doen aanmerken dat de Regeering reeds de wet heeft doen aannemen tot uitbreiding van het gemeen fonds aan de gebrekkelijken en aan de verminkten. Dat is waar. Doch zonder, in wat het ook zij, te willen gissen wat zij zal opleveren, kan men, van nu afaan, vaststellen dat een kleine minderheid van onze invaliden er zal kunnen van genieten; men kan er niet aan denken ze tot allen uit te strekken, namelijk tot die welke de opleidingsscholen niet bezoeken, daar dit allerlei bezwaren zou medebrengen in zake het toezicht van bestuurswege.

Echter, en ten einde elk dubbel genot te vermijden, dient er voorzien te worden dat ieder verminkte, in een school voor wederopleiding geplaatst en die ten laste valt van het gemeenfonds, niet het invaliditeitspensioen zal genieten dan binnen de perken door de wet voorgeschreven. Deze grenzen moeten ruim genoeg wezen ten einde zooveel mogelijk onze jonge invaliden aan te wakkeren zich, met het maximum kansen van welslagen, er toe te oefenen om de menigte bezwaren te kunnen overwinnen die in hun leven zullen voorkomen.

Er is nog eene bijzondere wet noodig, omdat onze gebrekkelijken en verminkten, wier onbekwaamheid zoodanig is dat zij nooit zich zullen kunnen wederaanpassen ook op afdoende wijze moeten ondersteund worden. Zij zijn overigens soms te oud om een nieuwen stiel aan te leeren. Zelfs onder onze gebrekkelijken-van-de-geboorte-af, hoevelen zijn er niet die nooit de voordeelen zullen kunnen genieten van een welkdanig gemeenfonds ook, omdat de zwaarigheid of zelfs den aard van hun lichamelijk gebrek zich tegen het aanleeren verzet en, met des te meer reden, tegen de uitoefening van een handen- of geestesbedrijf. Nochtans, moeten zij ook leven en hunne behoeften zijn nog grooter dan die der overigen. Het is zeer onrechtvaardig geheel den last en het onderhoud van deze sukkelaars aan hunne ouders te laten, die, meestal, zijn zelf in nood.

Het offer dat wij vragen van de openbare machten is aanzienlijk, vooral indien men rekening houdt met den slechten toestand van onze Staatsfinanciën.

Doch er moet aangemerkt worden dat het geleidelijk zal afnemen naarmate de sociale voorbehoeding tegen alcoholisme, tuberculose, de venerische

en de beroepsziekten, eenerzijds, de beroepsheropleiding der verminkten en der gebrekkelijken, anderzijds, en eindelijk de bewonderenswaardige werking voor de bescherming der eerste kindsheid, de gelederen van dit leger van verschoppelingen zullen verdunnen.

Het geldt dus een overgroot achterstal van onbedachtzaamheid en van onverschilligheid te vereffenen.

Anderzijds, worden de tegemoetkomingen der gemeenten in het Fonds der verminkten en gebrekkelijken ruimschoots vergoed door de vermindering der kosten van onderstand en hospitalisering, welke de Weldadigheidsbureelen verleenen aan de behoeftige invaliden.

Eindelijk, zal de sociale wederaanpassing van een aanzienlijk getal van deze onterfden het bezit verhoogen, dat verworven wordt door arbeid, en door de stoffelijke en zedelijke werkkraacht der Natie.

Al deze beschouwingen laten ons toe te verhoplen dat de Kamer, binnen een zeer korten termijn, de studie van dit kommervol problema zal willen aanvangen en zich vereenigen met de zakelijke voorstellen die wij de eer hebben haar te onderwerpen.

F. FISCHER.

BIJLAGE :

Een studie gemaakt door den heer Jean Lombaerts, secretaris van het « Brusselsch Verbond der Werkliedenpartij », stelt vast dat men in België, op 1000 personen, telt :

- 1 blinde ;
- 1 doofstomme ;
- 12 tuberculeuzen ;
- 20 achterlijken in geestesopzicht ;
- 73 syphilislijders ;
- 10 gebrekkelijken.

Te samen 122 invaliden, of 1 op 8.

Voor de eerste vijf categorieën werden werken, instellingen en dispensaria opgericht.
